

## Géopolitique de l'extraterritorialité

Jean-François Fiorina s'entretient avec Jean-Michel Quatrepoint



Jean-Michel Quatrepoint et Jean-François Fiorina : la géopolitique ne peut se concevoir qu'en connaissant l'histoire qui permet d'analyser le présent et de se projeter dans l'avenir en formulant des hypothèses.

Diktat américain sur l'Iran obligeant les entreprises étrangères à quitter le pays, pillage des fleurons de l'industrie européenne... la guerre économique fait rage. Les Etats-Unis imposent leur logique à leurs "alliés", notamment en mettant en œuvre le principe d'extraterritorialité grâce à la prédominance de leur droit national imposé à l'échelle planétaire.

Journaliste chevronné, fin connaisseur des arcanes de l'économie internationale, Jean-Michel Quatrepoint est à l'origine de la dénonciation du scandale d'Etat qu'est l'affaire Alstom. Cependant, pourquoi un tel silence à ce sujet ? Dans cette guerre d'un nouveau genre, au-delà des aspects juridiques et techniques, le formatage des esprits joue un rôle majeur dans la vassalisation de l'Europe.

*Que vous inspirent les récents développements en matière de guerre économique sur la scène internationale, notamment les sanctions américaines prises contre l'Iran ? Dans vos différents écrits, et comme journaliste chevronné, vous n'êtes pas tendre avec les médias. Comment se fait-il que l'on ait parfois le sentiment qu'il existe une sérieuse dichotomie entre les enjeux réels, politiques et/ou économiques, et la relation qu'en donne la presse ?*



JEAN-MICHEL QUATREPOINT

**ALSTOM,  
SCANDALE D'ÉTAT**

Dernière liquidation  
de l'industrie française

**fayard**

De nos jours, la presse *mainstream* vit au présent, dans l'instantanéité. Or la géopolitique et la géostratégie ne peuvent se concevoir et se pratiquer sérieusement qu'en connaissant l'histoire qui permet d'analyser le présent et de se projeter dans l'avenir en formulant des hypothèses. En outre, c'est une presse manichéenne, sans nuances. Les médias *mainstream*, le monde économique et les classes politiques au pouvoir, qui sont tous trois en collusion depuis un quart de siècle, ont établi une doxa TINA (*There is no alternative*) hors de laquelle il est interdit ou du moins périlleux de s'aventurer. Cette tendance à faire prévaloir à tout prix le politiquement correct nous vient des Anglo-saxons, plus spécialement de la gauche américaine. Plusieurs événements géopolitiques majeurs récents sont venus mettre à mal cette position : le Brexit et l'élection de Donald Trump, auxquels on peut ajouter d'autres basculements comme la réélection d'Orban en Hongrie ou la montée de nouvelles alliances en Italie. Au lieu d'analyser les raisons de ces césures d'un nouveau type, les médias accusent les Russes de manipulation de l'information... Ce qui est peut-être un peu court ! Ainsi, si Trump a été élu, c'est surtout parce que Hillary Clinton a été une mauvaise candidate, qu'elle a été outrageusement favorisée par l'appareil démocrate au détriment de son concurrent Bernie Sanders, alors que Trump, lui, pragmatique, a su exploiter en matière de carte électorale les algorithmes de Palantir Technologies... Finalement, on n'a pas à être surpris de l'attitude de Trump puisqu'il fait aujourd'hui ce qu'il avait dit qu'il ferait durant sa campagne !

*Cette prédominance du politiquement correct, fondée notamment sur le communautarisme, génère un refus de perception du réel. Est-il un phénomène planétaire ? Quelles en sont les implications sur le plan géopolitique ?*

Non, c'est là un trait anglo-saxon. Voyez le front du refus qui s'établit aujourd'hui face à la férule du politiquement correct avec des pays comme la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie... On en revient à la vraie guerre froide de 1947. Dès lors, les Européens sont sommés de se plier à la règle de fonctionnement du politiquement correct sur le modèle anglo-saxon. L'Europe a dérivé deux fois. Une première fois quand Adenauer et de Gaulle sont partis. Après le départ d'Adenauer, les Allemands ont été repris en main par les Américains. Même glissement en France, du départ de de Gaulle à l'élection de Mitterrand, où nous rentrons dans le rang. Ensuite, après l'effondrement du communisme, au début des années 1990, l'Europe s'est construite sous une double hégémonie : une hégémonie américaine d'ordre diplomatique, militaire et culturelle ; une hégémonie macroéconomique et monétaire allemande, les Américains sous-traitant en réalité aux Allemands l'élargissement de l'Europe et sa gestion économique sur un mode néolibéral, Kohl trahissant alors Mitterrand. La France n'avait pas intérêt à ces démarches mais elle a été mise devant le fait accompli. En l'espèce, l'Allemagne a tout à la fois servi ses intérêts industriels et les intérêts géopolitiques américains. L'Europe s'est alors construite sur un modèle économique totalement ouvert, à rebours ce qui était prévu initialement dans le Traité de Rome de 1957 avec la règle de la préférence communautaire.



*A qui ou à quoi attribuer cette mésinterprétation du réel de la part de la France ?*

A partir du moment où l'effondrement du communisme est acté à l'aube des années 1990, les élites croient qu'il n'y a plus désormais qu'un seul modèle, sans comprendre que le modèle néolibéral n'avait que peu à voir avec le modèle libéral traditionnel. L'économie de marché, c'est une chose, le modèle néolibéral proposé par les Américains, lui, répond à une autre logique, reposant sur une déréglementation généralisée, qu'ils ont ensuite imposée aux Européens. Ce qui a touché de plein fouet notre pays qui avait un modèle bien à lui à l'époque de de Gaulle, avec ce que nous appelions alors l'économie mixte. Or le basculement brutal dans le système néolibéral, sans préparation aucune, a bouleversé et affaibli l'industrie française. L'Europe impose l'ouverture des services publics, et la France perd ses atouts, notamment en matière de commerce international. Ce que l'on a appelé le modèle gaullo-pompidoliste dans les années 1960-1970 sombre progressivement avec l'arrivée de Giscard. Un exemple parmi d'autres : dans les années 1970, Unidata était une initiative européenne qui devait initier dans le domaine informatique la même démarche qu'Airbus en matière aérienne. Giscard mit fin au projet et poussa à la cession à l'américain Honeywell-Bull. Le même process que l'on observe aujourd'hui avec l'affaire Alstom...

**L'économie de marché, c'est une chose, le modèle néolibéral proposé par les Américains, lui, répond à une autre logique, reposant sur une déréglementation généralisée, qu'ils ont ensuite imposée aux Européens.**

*On en arrive donc à l'affaire Alstom. Il y a trois ans, avec votre livre Alstom, une affaire d'Etat, vous avez tiré la sonnette d'alarme sur le danger que faisait courir à l'industrie européenne – et, en l'espèce, à la plus stratégique de toutes les entreprises françaises, qui était au cœur de notre indépendance énergétique – l'extraterritorialité du dollar, privilège exorbitant qui permet aux Américains de dicter leur loi, au sens littéral du terme. Avec la relance unilatérale par Washington des sanctions contre l'Iran, s'ouvre un nouveau chapitre de cette guerre économique. Notamment pour la France, qui est l'un des premiers investisseurs dans ce pays. A votre avis, que peuvent faire Paris et les Européens ?*

Que ce soit hier avec Alstom ou aujourd'hui avec l'Iran, l'extraterritorialité du droit américain constitue une réelle menace. Rappelons que BNP Paribas a été condamnée à près de 9 milliards d'amende pour les activités de sa filiale suisse sur l'Iran et le Soudan. Idem pour la Société générale. Or, force est de constater qu'en l'état actuel des choses, les entreprises françaises n'ont pas les moyens de s'y opposer [ndlr : voir encadré en fin d'entretien, *Mener la contre-offensive ?*]. Total, puis PSA ont annoncé qu'ils jetaient l'éponge. L'Iran ne vaut pas une messe, oserais-je dire en paraphrasant Henri IV. Le marché iranien n'est pas suffisamment important par rapport aux intérêts que ces entreprises ont aux USA et plus généralement en regard des dégâts collatéraux qu'occasionnerait un passer outre à ce diktat. Plus généralement, l'Europe n'a ni volonté politique, ni moyen concret à proposer actuellement pour répondre à cette

L'Europe a pris l'habitude de se coucher, et cela depuis bien longtemps ! Et quand on est resté trop longtemps couché, il est difficile de se relever.

attaque. Prenons le simple cas d'une PME française. Comment va-t-elle pouvoir se faire payer puisque les banques iraniennes sont dans le collimateur des Etats-Unis ? En plus, elle ne pourra plus jamais faire d'opération sur le marché américain, et même elle risquera d'être poursuivie en d'autres lieux, avec des risques sérieux d'extradition pour ses responsables. Les Etats-Unis ont ciblé les secteurs passibles de sanctions, ils correspondent très clairement à leurs intérêts économiques.

Nous évoluons là en plein cœur de la logique de la guerre économique. Si nous sommes faibles, les Chinois eux, sont en position de force. D'abord ils n'ont pas à l'égard des Etats-Unis un sentiment de vassalité comme l'ont les Européens. Ensuite, le parti pro-américain en Chine n'est pas très efficace, alors qu'il est très puissant en France et en Europe. Pour ne prendre qu'un exemple, la moitié de la France, y compris chez les militaires, est sous influence de l'Otan. Quand a éclaté l'affaire de l'espionnage conduit par la NSA via les écoutes téléphoniques du président en activité François Hollande, personne n'a pipé mot, de crainte que les Etats-Unis n'exercent des pressions. En fait, l'Europe a pris l'habitude de se coucher, et cela depuis bien longtemps ! Et quand on est resté trop longtemps couché, il est difficile de se relever. Les Chinois, eux, sont debout, et le fait qu'ils détiennent 1.100 milliards de dollars de bons du Trésor américain n'est pas anodin. Certes, ce n'est pas énorme (5-6% du volume total), mais s'ils décidaient de vendre d'un coup, cela pourrait quelque peu "plomber" le marché obligataire. Tout cela prouve cependant que l'on assiste à des mouvements en profondeur dans le jeu géopolitique mondial. Depuis quelques mois, on assiste à une vente des bons du Trésor américain de la part de pays étrangers comme la Russie, le Japon, la Chine... Autant de signaux à ne pas négliger ! N'y a-t-il pas là une voie alternative à creuser pour les transactions commerciales ? Pour l'instant, elles fonctionnent avec le dollar comme maître-étalon. Mais ne pourrait-on imaginer un système autre, avec trois monnaies, le dollar bien sûr, mais aussi le yuan et l'euro ? Ce qui permettrait à terme de s'extraire de la tutelle américaine et de la dollarisation du monde. Dans la configuration actuelle, l'euro apparaît comme une monnaie intérieure, peut-être aussi comme une monnaie de réserve comme peut l'être l'or à certains égards.

Malheureusement les banques françaises sont tétanisées et ne remplissent plus leur rôle de soutien à nos exportations. Regardez comment elles refusent d'opérer sur la Russie ! Difficile dans ces conditions pour l'euro d'apparaître comme une monnaie commerciale ! Ainsi, il est évident qu'Airbus devrait libeller ses factures en euros et non en dollars. De même pour les contrats d'industries de défense. Ce qui pose la question de l'Europe de la défense. Comment voulez-vous exister en tant que puissance indépendante si vous n'avez pas la maîtrise de votre outil de défense ? D'où implicitement l'apparition de deux questions : celle de l'Otan et celle des matériels. Les Américains nous incitent à accroître notre effort de défense, pour passer à 2% du PIB... sous réserve bien sûr que cette hausse soit destinée à financer l'achat de matériels *made in USA*. Or, si les Européens veulent être autonomes, il leur faut accroître leur effort de défense, mais en achetant des produits européens et en élaborant leur propre doctrine de défense, ce qui là aussi pose la question du devenir de l'Otan. Notons à ce sujet que la plupart des militaires européens sont aujourd'hui "Otanisés" en leur for intérieur, ce qui rend difficilement envisageable une telle mutation en l'état. D'ailleurs, on va bien voir d'ici peu ce que va donner le renouvellement de la flotte militaire aérienne belge : F35 ou Rafale ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

## LE CHOC DES EMPIRES



*Dans son livre L'Ami américain (voir Entretien CLES HS 67, août 2017), Eric Branca a montré comment le soft power américain a été utilisé à fond, dans les années soixante, pour contrecarrer la renaissance politique et économique française. Ne serait-il pas temps de réfléchir, nous aussi, à élaborer une stratégie d'influence destinée à répondre au storytelling américain qui va toujours dans le même sens, à savoir : celui qui n'agit pas rigoureusement selon nos intérêts doit être traité en ennemi ?*

Excellent livre que celui d'Eric Branca ! Oui, nous évoluons là au cœur d'un problème éminemment politique, à savoir celui du formatage des esprits. Auquel s'ajoute un paramètre générationnel. La génération qui a été marquée par le gaullo-pompidolisme que j'évoquais, puis dans une moindre mesure après par le gaullo-mitterrandisme, appelait de ses vœux une Europe indépendante. Ce rêve s'est progressivement estompé pour les jeunes générations et "l'ami américain" qu'évoque Eric Branca est devenu vraiment dans l'imaginaire l'ami naturel, tandis que le Russe occupe encore et toujours le rôle du méchant. Or, quand on veut faire de la géostratégie, il est impératif d'avoir en réserve des stratégies alternatives, donc savoir jouer un coup avec les Russes, un coup

Le drame est qu'aujourd'hui, de par notre alignement inconditionnel sur les Etats-Unis, nous n'avons plus aucune marge de manoeuvre en matière de stratégies alternatives.

avec les Chinois, comme savait le faire de Gaulle, lequel je vous le rappelle, a soutenu les Etats-Unis contre l'URSS lors de l'affaire des missiles de Cuba en 1962, mais n'a pas hésité à jouer contre eux la carte du Québec ou encore celle du Tiers-monde. Le drame est qu'aujourd'hui, de par notre alignement inconditionnel sur les Etats-Unis, nous n'avons plus aucune marge de manoeuvre en matière de stratégies alternatives...

*En guise de conclusion, quelles leçons tirer de tout cela pour une Ecole de Management comme la nôtre ? Que doit-on enseigner à nos étudiants ?*

D'abord, le doute. Leur dire de ne jamais croire les vérités officielles et les inciter à aller chercher les vraies infos. Les entreprises où ils travailleront vont être confrontées de plus en plus à des actions de déstabilisation, que ce soit de la part de leurs concurrents ou dans le cadre plus large d'affrontements d'ordre géoéconomique. D'où l'importance pour eux, à tous les échelons, d'être rompus aux techniques de l'intelligence économique. Ce que les Français, dans leur immense majorité, n'ont malheureusement pas compris. Triste constat sur lequel se greffe une perception négative du renseignement dans la mentalité française, assimilé à des barbouzeries et non à un métier de seigneurs comme le professent les Anglo-saxons. Pourtant, dans les années 1990, sous l'impulsion de Michel Rocard Premier Ministre, puis d'Edith Cresson, le renseignement économique commençait à prendre de l'importance dans les services français. Mais rapidement, les Américains s'imposant comme nos "alliés" indéfectibles, l'ennemi soviétique ayant définitivement disparu des radars, les Chinois apparaissant comme des élèves dociles que l'on maîtriserait sans problème et qui mettraient des lustres à émerger, nos élites ont estimé que nous n'avions plus d'ennemis et donc que nous voguions vers une mondialisation heureuse. On sait ce qu'il advint de ce beau storytelling... ■

**Mener la contre-offensive ?** - Dans un très bon article du Monde diplomatique de 2017 intitulé *Au nom de la loi... américaine – Quand la justice orchestre le racket des entreprises européennes*, Jean-Michel Quatrepoint rappelle que "les entreprises européennes ont dû payer aux États-Unis un pactole de plus de 40 milliards de dollars (38,5 milliards d'euros) ces dernières années. La justice américaine les accuse de ne pas respecter les sanctions décidées par Washington (et non par les Nations unies) contre certains États. Le droit devient alors une arme pour absorber ou éliminer des concurrents." Dès lors, comment faire pour réagir ? Pour Jean-Michel Quatrepoint, "la contre-offensive n'a rien d'aisé. D'abord, parce que certaines des entreprises concernées préfèrent ne pas affronter les États-Unis. Ensuite, au sein même de la technostructure française et surtout européenne, il ne manque pas de bonnes âmes convaincues de la supériorité de la common law et de la nécessité de faire évoluer le droit européen. Enfin, la France seule ne peut appliquer des mesures de rétorsion efficaces. L'Europe doit se mobiliser. Trois angles d'attaque se présentent. Le premier serait de souligner la responsabilité des grandes banques d'affaires américaines dans un certain nombre de dossiers. Ainsi, Goldman Sachs est coresponsable d'avoir dissimulé l'état réel des finances de la Grèce au moment de son adhésion à l'euro ; si une telle chose s'était produite aux États-Unis, nul doute que la banque étrangère coupable aurait été poursuivie par les autorités locales. Le deuxième est de s'en prendre aux mécanismes d'optimisation fiscale des multinationales, à commencer par Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft (Gafam). Starbucks au Royaume-Uni, Google en France, Apple en Irlande : les procédures décidées par Bruxelles s'enchaînent. Les sommes en jeu représentent des dizaines de milliards d'euros de manque à gagner pour les pays européens. Troisième angle : les procédures antitrust contre les géants du Web, en position de quasi-monopole. Mais, pour que ces actions débouchent sur un nouveau rapport de forces, encore faudrait-il que les innombrables lobbys au service de l'imperium américain ne les bloquent pas. Car, en matière de lobbying aussi, les États-Unis sont des maîtres." Pour consulter l'article dans son intégralité : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/01/QUATREPOINT/56965>



Sur le même sujet, on lira également avec profit le rapport d'information déposé à l'Assemblée nationale en octobre 2016, portant sur l'extraterritorialité de la législation américaine, réalisé sous la direction de Pierre Lellouche et Karine Berger : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4082.asp> ; voir également l'étude publiée cette année par l'Ifri, *Comply or die ? Les entreprises face à l'exigence de conformité venue des Etats-Unis*, par Marion Leblanc-Wohrer, téléchargeable sur [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leblancwohrer\\_comply\\_or\\_die\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leblancwohrer_comply_or_die_2018.pdf)

## Jean-Michel Quatrepoint

Né à Paris en 1944, Jean-Michel Quatrepoint choisit très tôt d'opter pour la voie du journalisme. Il sort ainsi en 1967 diplômé du CFJ, Centre de formation des journalistes. Il fait ensuite ses premières armes comme journaliste à l'hebdomadaire financier Journal des Finances, puis au quotidien économique Les Echos, avant d'exercer ses talents de 1973 à 1984 au service économique du quotidien Le Monde, où il s'impose comme un spécialiste des questions industrielles et de l'électronique en particulier. Il est ensuite responsable du projet de lancement de la Tribune de l'Économie, devenant directeur général des rédactions de la Tribune et de l'Agefi, puis conseiller de la rédaction en chef de la Lettre de l'Expansion, tout en étant chroniqueur boursier à TFI.

En 1987, Jean-Michel Quatrepoint devient directeur de la rédaction de l'Agence économique et financière (Agefi) après son rachat par le groupe l'Expansion. Il crée et lance le magazine trimestriel Haute Finance et en devient le directeur, avant d'être le directeur de la rédaction du quotidien la

Tribune de l'Expansion. Il est également à l'époque chroniqueur économique sur Radio Monte Carlo, avant de devenir éditorialiste économique sur Radio Classique. On le retrouve également comme membre de la section de la conjoncture et des problèmes économiques généraux du



Conseil économique et social. De 1993 à 2007, il est le directeur de la Lettre A, lettre d'informations confidentielles, tout en étant le gérant d'Etats-Majors Editions et directeur de la rédaction du Nouvel Economiste (1997-2000).

Jean-Michel Quatrepoint a longtemps enseigné dans son domaine de prédilection, à savoir le journalisme. Après avoir donné des cours pendant plusieurs années au CFJ, il a enseigné au

CELSA (Paris-Sorbonne), avant de devenir professeur associé à la faculté de sciences économiques de Marne-la-Vallée.

Parmi ses récents ouvrages, on notera tout particulièrement *Alstom, scandale d'Etat* (Fayard, 2015), où s'appuyant sur une enquête rigoureuse, il montre comment les Etats-Unis font main basse sur les fleurons industriels français et européens [voir sur ce sujet <http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2017/06/CE4.pdf> et l'excellent documentaire <https://www.guerrefantome.com/>]

Parmi les autres ouvrages récents, citons tout particulièrement *Le choc des empires* (Le Débat/Gallimard, 2014) et *Mourir pour le Yuan ? Comment éviter une guerre mondiale* (François Bourin éditeur, 2011)...

Membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica (<https://www.fondation-res-publica.org/>), Jean-Michel Quatrepoint est officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Pour en savoir plus : <http://jean-michel-quatrepoint.fr/>

## Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de Grenoble Ecole de Management pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

*"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde*

*contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.*

*D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif*

*de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain".* (Communication & Influence n°19, mai 2010) [Photos DR] ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur [www.grenoble-em.com/geopolitique](http://www.grenoble-em.com/geopolitique).